

Les frontières dans l'économie mondialisée

Contrôle de la main-d'œuvre, mobilité des marchandises et des capitaux, pérennité des profits et creusement des inégalités

Mondialisation et mobilité : un peu d'histoire

Au moment où Adam Smith (1723-1790) écrivait sa « [Richesse des Nations](#) » (1776) et où David Ricardo (1772-1823) développait la théorie des [avantages comparatifs](#) dans ses « [Principes de l'économie politique et de l'impôt](#) » (1817), la mondialisation se caractérisait essentiellement par la seule mobilité des produits. Ainsi, les exportations nettes de la Grande Bretagne se sont vues multipliées plus de 100 fois entre le début du XVIIIe siècle et celui du XXe siècle, alors que les profits tirés de ce commerce croissaient une soixantaine de fois [[lire en anglais](#)]. Dans le modèle classique de Ricardo, les capitaux et les technologies étaient peu mobiles, d'où une vision statique de l'économie mondiale se caractérisant par des avantages commerciaux nationaux qui paraissaient immuables, abrités derrière des frontières affirmées et des distances immenses étant donné l'état du transport tant terrestre que maritime¹, et reposant sur des conditions naturelles dont l'impact sur la production était considérable.

Avec la création du GATT² en 1948, puis de l'OMC³ en 1995, le commerce international est entré dans une période d'expansion extraordinaire qui s'est faite à un rythme bien supérieur à celui de la croissance économique mondiale, hormis au cours de la première moitié des années 1980. Entre 1948 et 2013, le volume des échanges mondiaux fut multiplié par 300 !

Ce n'est que lors des années 1960-1970 que s'opéra véritablement la libéralisation des mouvements des capitaux financiers. Selon le FMI⁴, c'est la recherche de l'efficacité, de la diversification et de la sécurité qui est la justification principale de ce changement. Il faut cependant bien voir que la libéralisation fut également une merveilleuse opportunité pour les plus riches d'échapper à la pression fiscale et à la régulation économique des États afin d'augmenter leurs profits nets [[lire p.3](#)], et pour les entreprises de partir à la conquête de nouveaux marchés.

L'augmentation des flux d'investissements directs étrangers (IDE) fut spectaculaire à partir de 1997, passant de 690 milliards de dollars à 1 397 milliards de dollars en 2000 puis 1 538 milliards de dollars en 2007 et enfin 1 750 milliards en 2017. Cette expansion a notamment profité de la révolution observée dans les technologies de l'information et des

¹ À la fin du XIXe siècle, il fallait encore plus d'un mois de bateau pour aller d'Europe en Inde et une dizaine de jours pour aller d'Europe en Amérique du Nord.

² GATT : Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

³ OMC : [Organisation mondiale du commerce](#).

⁴ FMI : [Fonds monétaire international](#).

communications. Ce changement entraîna une homogénéisation progressive des technologies utilisées dans le monde dans de nombreux secteurs et une délocalisation d'un grand nombre d'activités économiques vers des pays où les salaires étaient maintenus très bas et les conditions fiscales étaient conçues pour être favorables aux investisseurs (Asie, Amérique Centrale et Afrique du Nord). Elle permit aussi aux entreprises multinationales d'augmenter rapidement leur poids économique [lire p.5].

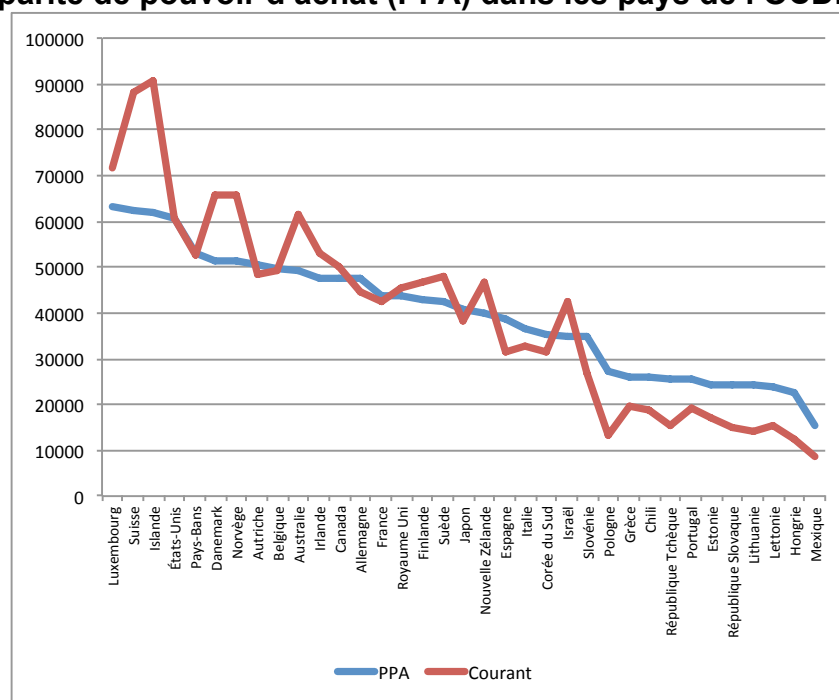
L'évolution historique fut donc celle d'une libéralisation des échanges des produits d'abord, puis celle des mouvements de capitaux. Seule la mobilité de la main-d'œuvre n'a pas, à ce jour, été libéralisée. On peut légitimement se demander pourquoi ?

Inégalités salariales dans le monde

Une des raisons que l'on peut invoquer pour expliquer que les États ont rechigné à libéraliser les flux de population en brisant les obstacles aux mouvements de la main-d'œuvre, est le profit que tirent les compagnies transnationales des énormes inégalités salariales subsistant à ce jour dans le monde.

Selon les chiffres de l'OCDE, que l'on présente souvent comme le club des pays riches, les salaires nominaux moyens en 2017 variaient du simple au nonuple dans ses pays membres (du simple au septuple pour les salaires rapportés à la parité de pouvoir d'achat⁵) - (Voir **Figure 1**).

Figure 1 : Salaires annuels moyens pour 2017 en dollars courants ou en termes de parité de pouvoir d'achat (PPA) dans les pays de l'OCDE.



Source : [OCDE](https://www.oecd.org/)

⁵ La parité de pouvoir d'achat (PPA) est un taux de conversion monétaire qui permet d'exprimer dans une unité commune les pouvoirs d'achat des différentes monnaies. Ce taux exprime le rapport entre la quantité d'unités monétaires nécessaire dans des pays différents pour se procurer le même « panier » de biens et de services. Ce taux de conversion peut être différent du « taux de change » ; en effet, le taux de change d'une monnaie par rapport à une autre reflète leurs valeurs réciproques sur les marchés financiers internationaux et non leurs valeurs intrinsèques pour un consommateur. ([INSEE](https://www.insee.fr/))

Les disparités observées dans le salaire annuel moyen pourraient s'expliquer au moins en partie par des différences de structure de l'économie des pays étudiés (l'importance relative des secteurs où la productivité du travail est plus ou moins grande, ou la proportion de la main-d'œuvre qui est qualifiée, par exemple). Une comparaison de salaires pour des emplois équivalents permet d'éviter ce biais. Les chiffres permettant de faire ces comparaisons ont cependant le désavantage de dater. Ils illustrent néanmoins des inégalités frappantes comme le montre le **Tableau 1**, même si l'on peut critiquer ces chiffres comme non parfaitement comparables du fait notamment du coût de la vie qui peut être variable d'un pays à l'autre, habituellement plus élevé dans les pays riches que dans les pays pauvres, comme le suggère d'ailleurs le croisement des courbes dans la **Figure 1**.

Tableau 1 : Comparaison entre pays des salaires moyens dans quelques branches d'activités (en dollars courants)

	Chine (2005)	Brésil (2003)	États-Unis (2005)	Mexique (2002)
Pilote	761	1913	4206	2529
Ingénieur	252	1481	4710	1081
Mineur	145	295	2694	368
Charpentier	127	188	2460	435
Mécanicien	122	239	2526	401
Programmeur	252	1240	4141	886
Découpeur (confection)			1660	255

Source : www.worldsalaries.org.

Dans sa thèse, afin d'éviter cet écueil, T. Kerswell⁶ compare les salaires exprimés en termes de parité de pouvoir d'achat en dollars (\$PPA) pour l'industrie automobile. Il élimine ainsi l'effet coût de la vie et met en évidence des différences considérables entre pays riches et pays pauvres ou émergents (voir **Figure 2** ci-dessous). Il analyse de même les salaires moyens dans l'industrie du vêtement et trouve là aussi de grandes différences, le salaire moyen en Allemagne étant plus de 5 fois celui observé en Inde (exprimé en \$PPA) pour 2003.

Des chiffres plus récents (mais en dollars courants) du BIT⁷, montrent que le salaire moyen des travailleurs de l'industrie du vêtement variait de moins de 100 dollars par mois au Bangladesh et au Cambodge, à plus de 250 dollars en Chine et plus de 1 000 dollars en Corée du Sud, pour 2014. À titre de comparaison, en France, le salaire minimum dans l'industrie de l'habillement était fixé en 2018 entre 1 700 et 1 900 dollars pour les employés, entre 2 000 et 2 500 dollars pour les agents de maîtrise, et entre 3 700 et 3 900 dollars pour les cadres ([FNH](#)).

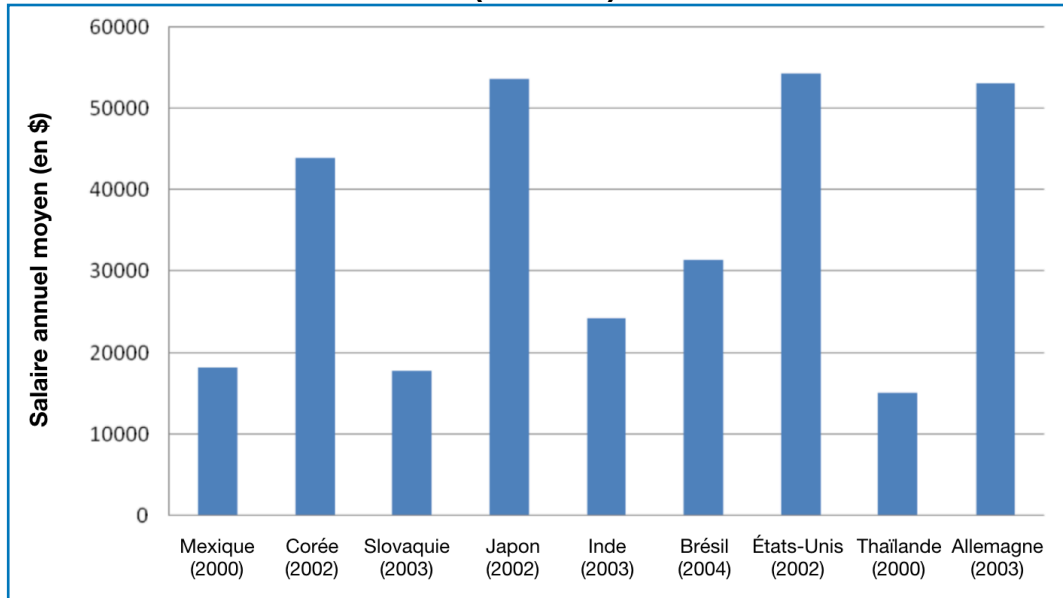
Il paraît intuitif que l'on peut difficilement justifier les différences de salaire observées dans le tableau et le graphe ci-dessus par des différences de niveau de productivité du travail.

⁶ Kerswell, T. J., [The Global Division of Labour and the Division in Global Labour](#), PhD Thesis, Queensland University of Technology: School of Humanities and Human Services, 2011.

⁷ BIT : Bureau international du travail, [Wages and working hours in the textiles, clothing, leather and footwear industries](#), 2014.

La productivité d'un pilote états-unien est-elle véritablement plus de 5 fois plus grande que celle d'un pilote chinois ? Ou celle d'un programmeur états-unien est-elle près de cinq fois celle d'un programmeur mexicain ou plus de 15 fois celle d'un programmeur chinois ?

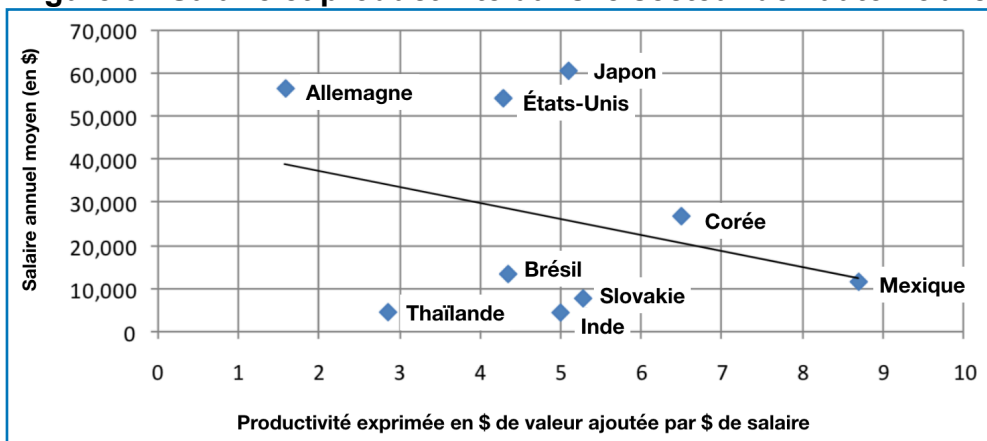
Figure 2 - Salaire annuel moyen dans l'industrie automobile dans quelques pays (en \$PPA)



Source : Kerswell, 2011.

Kerswell montre dans sa thèse que la productivité exprimée en dollars de valeur ajoutée par dollar dépensé en salaire⁸ (un indicateur certainement très judicieusement du point de vue des actionnaires) ne justifie aucunement les différences de salaire observées. Étonnamment, quand on choisit cet indicateur de productivité, parmi les pays analysés, c'est le Mexique qui arrive en tête, l'Allemagne arrivant dernière (voir **Figure 3**). Si en plus du salaire, on tenait compte des cotisations sociales payées par les employeurs, il est certain que les pays pauvres apparaîtraient encore plus productifs, relativement aux pays où le système social est plus développé.

Figure 3 : Salaire et productivité dans le secteur de l'automobile



Source : Kerswell, 2011.

⁸ Défini comme le salaire de base additionné des indemnités de coût de la vie et autres indemnités garanties et payées régulièrement, à l'exclusion des heures supplémentaires, des bonus et primes, des allocations familiales et des cotisations de sécurité sociale payées par les employeurs.

La différence entre les pays ne se limite cependant pas simplement aux aspects financiers, elle porte également sur les conditions de travail, notamment la durée du travail qui est bien plus importante dans les pays pauvres ou émergents que dans les pays riches. C'est ce que trouve Kerswell dans son travail et c'est confirmé par les chiffres de l'OCDE qui montrent une variation importante de la durée de travail dans le monde (tous secteurs confondus) : le nombre d'heures ouvrées par travailleur varie de 1 356 heures en Allemagne à 2 257 heures au Mexique (+66 %) en passant par 1 514 heures en France, 1 676 heures en Australie et 1 780 heures aux États-Unis. Cette durée de travail a généralement diminué avec les années⁹. Dans les pays d'Asie de l'Est, réputés pour travailler davantage, la durée moyenne est de l'ordre de 2 300 heures par an.

Les inégalités dans le travail existent donc bien, même si elles ont tendance à se réduire avec le temps, du moins pour ce qui est du salaire dans certains pays¹⁰. Et la principale cause de ces inégalités la plus évidente est la segmentation artificielle du « marché du travail » résultant de la non-mobilité de la main-d'œuvre, en raison des lois sur l'immigration et des frontières sur lesquelles elle s'appuie afin d'empêcher la migration de la main-d'œuvre des pays pauvres vers les pays riches¹¹.

La crainte souvent invoquée pour maintenir un contrôle sévère aux frontières est que leur ouverture entraînerait un flux énorme de travailleurs vers les pays riches, notamment vers l'Europe en provenance d'Afrique. Or, l'expérience européenne prouve que la suppression des frontières internes de l'Union n'a entraîné ni la migration massive de population vers les pays plus riches de l'Union, ni même d'ailleurs une convergence rapide des salaires entre les pays membres de l'Union, ce qui aurait été conforme aux modèles proposés par la théorie économique néoclassique (voir **Encadré 1**).

Voilà qui suggère qu'il doit y avoir bien d'autres contraintes à la migration de la main-d'œuvre que les frontières [[lire](#)] même si celles-ci jouent un rôle très important d'obstacle aux mouvements de population.

⁹ Bouvier, G. et F. Diallo, [Soixante ans de réduction du temps de travail dans le monde](#), division Synthèses des biens et services, INSEE, 2010.

¹⁰ Par exemple, selon l'[Annuaire statistique chinois](#), le salaire moyen des employés (hors cadres de direction) a augmenté de près de 17% entre 2012 et 2016. Pour sa part, le [Ministère des ressources humaines et de la sécurité sociale chinois](#) estime que le salaire moyen en Chine a été multiplié par 2,5 entre 2008 et 2017 et qu'il a augmenté de près de 8% entre 2016 et 2017. Les chiffres de l'OCDE sur la durée moyenne de travail montre également une tendance à la réduction dans tous les pays pour lesquels les données sont disponibles.

¹¹ Il faut savoir que les contrôles généralisés aux frontières sont un phénomène relativement récent datant essentiellement de la Première Guerre mondiale, moment où fut instauré le passeport, principalement pour empêcher la circulation de ce qu'on qualifiait alors de « classes dangereuses ». Il est intéressant de noter que le passeport fut initialement introduit au XVIII^e siècle en Prusse pour empêcher l'émigration des paysans et qu'il se généralisa notamment pour empêcher la migration de personnes voulant fuir la conscription lors de la Première Guerre mondiale.

Encadré 1- Salaire minimum légal dans l'Union européenne

22 sur les 28 pays de l'Union européenne ont un salaire minimum légal.

Le niveau de ce salaire varie du minimum de 260,8 euros en Bulgarie au maximum de 1998,6 euros au Luxembourg. La France est classée 5e avec 1498,5 euros. Les membres provenant de l'Europe centrale et orientale ont un salaire minimum de moins de 502 euros, hormis la Slovénie (842 euros). Ces pays connaissent cependant une augmentation du salaire minimum entre 2010 et 2018 (variant de 12,3% pour la Croatie à 177,8% pour la Roumanie. Le rattrapage existe donc, mais il est très lent.

d'après Eurofound (2018), [Statutory minimum wages 2018](#),
Publications Office of the European Union, Luxembourg.

Il y a cependant également d'autres rôles essentiels que jouent les frontières et qui expliquent leur maintien depuis plus d'un siècle, en plus de la segmentation entre la main-d'œuvre des pays riches, d'une part, et celle des pays pauvres qui permet les différences de salaires déjà évoquées. Il s'agit de la segmentation entre les travailleurs résidant dans les pays pauvres et qui permet de les mettre en concurrence. De plus, les frontières délimitent des territoires à l'intérieur desquels les rapports de force politiques et sociaux peuvent s'exprimer de façon originale pour chaque pays et y déterminer le niveau de salaire (voir plus loin). Cette double segmentation (riches/pauvres et pauvres/pauvres) maintient dans la pauvreté au moins relative, sinon absolue, une grande partie de la population mondiale et est source de profits gigantesques pour les entreprises multinationales ; elle permet de aussi de transférer de la valeur des pays pauvres vers les pays riches.

Les conséquences des inégalités salariales dans le monde

Voyons quelles sont les conséquences de la segmentation de la main-d'œuvre mondiale et des inégalités salariales qui en résultent.

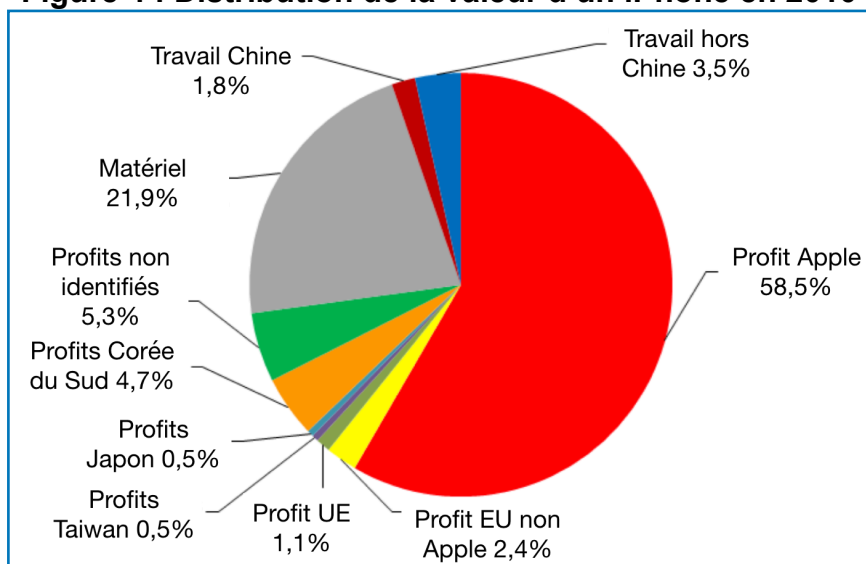
Des profits gigantesques

Une des conséquences de ces inégalités est le niveau extravagant des profits retirés des chaînes de valeur internationales par les multinationales. Selon le [classement Forbes de 2018](#), Apple est la compagnie ayant fait le plus grand profit annuel en 2017, soit 53,3 milliards de dollars (sur un chiffre d'affaires total de 247,5 milliards de dollars). Pour sa part Facebook a fait 17,8 milliards de dollars de profit (sur un chiffre d'affaires total de 44,6 milliards de dollars). Comparé à ces deux géants, Airbus n'a fait « que » 3 milliards de dollars de profit (sur un chiffre d'affaires de 74,7 milliards de dollars).

Ces profits sont rendus possibles par une distribution prodigieusement inégale de la valeur générée par les chaînes de valeur internationales. Par exemple, une analyse de la distribution de la valeur dans le cas de l'iPhone en 2010 montre qu'Apple accapare 58,5 % de la valeur de ce produit, alors que la part de la valeur allant au travail n'était que de 5,3 %, dont 1,8 % pour la rémunération du travail des ouvriers assemblant les iPhones en Chine¹² (voir **Figure 4**).

¹² Kraemer, K.L., Linden, G. and J. Dedrick, [Capturing Value in Global Networks: Apple's iPad and iPhone](#), University of California, Irvine, University of California, Berkeley and Syracuse University, 2011.

Figure 4 : Distribution de la valeur d'un iPhone en 2010



Source : [Kraemer, Linden et Dedrick, 2011.](#)

Des inégalités qui se creusent

Si les statistiques de la Banque mondiale indiquent une diminution de la pauvreté absolue au niveau mondial, les inégalités, elles, qu'elles soient de revenu ou de patrimoine, se sont creusées dans presque tous les pays. C'est la conséquence du fait que les plus riches ont accaparé l'essentiel des bénéfices de la croissance : par exemple, au cours de ces dernières décennies, les 1 % les plus riches ont capté *deux fois plus* de bénéfices de la croissance que les 50 % les plus pauvres. Cela explique que les 1 % les plus riches contrôlent à présent plus de 20 % du revenu mondial, alors que les 50 % les plus pauvres ne bénéficient, quant à eux, que moins de 10 % du revenu généré chaque année [\[lire\]](#). Depuis 1980, ce sont les classes moyennes dans les pays les plus riches (États-Unis et Europe notamment) qui ont vu leur revenu par tête croître le plus lentement (moins de 50 % sur 35 ans) ; voilà qui explique au moins en partie le rejet de la mondialisation par ce groupe, un rejet qui s'exprime notamment par une forte progression des nationalismes et de la xénophobie.

Simultanément, l'écart de revenu par habitant entre les pays riches et les pays pauvres a pratiquement triplé, selon les données de la Banque mondiale [\[lire\]](#). Même le [FMI s'est inquiété de cette situation](#) dès 2013, et l'est encore à présent si l'on en croit les déclarations de C. Lagarde !

D'autres travaux ont montré que non seulement l'Afrique reste le continent le plus pauvre malgré la croissance économique - certes très inégalitaire - qu'on y observe depuis quelques années, mais aussi qu'elle continue d'être pillée comme l'illustre le bilan des flux financiers entrant et sortant d'Afrique. Ce bilan indique, en effet, que chaque année plusieurs dizaines de milliards de dollars sont extraits du continent pour être transférés vers d'autres parties du monde. [\[lire\]](#)

Transfert de valeur

Au-delà des profits gigantesques faits par les sociétés transnationales basées pour la plupart dans les pays riches et des flux financiers allant des pays pauvres vers les pays riches, l'inégalité qui caractérise les échanges commerciaux internationaux entraîne des

transferts de valeur colossaux des pays pauvres et émergents vers les pays riches. Malheureusement, ces transferts n'apparaissent pas dans les statistiques. Ce phénomène fut mis en évidence par les économistes Arghiri Emmanuel dans sa thèse sur l'échange inégal, en 1969, et Samir Amin dans son livre « Le développement inégal : Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique » publié en 1973, notamment.

L'idée en est fort simple. Le salaire ne constitue pas le « prix » de la marchandise, « travail » au même titre que n'importe quelle marchandise qui, dans une économie de marché libéralisée, est fixée par l'équilibre entre l'offre et la demande. C'est un « prix » qui est le résultat d'un rapport de force politique et social, car sinon, comment pourrait-on expliquer que le salaire des femmes est systématiquement inférieur à celui des hommes pour un même travail ou que celui des travailleurs noirs dans l'Afrique du Sud du temps de l'*apartheid* était inférieur au salaire des travailleurs blancs pour la même tâche ?

Dans les pays riches, l'histoire des conflits sociaux a abouti à un système de règles, normes et accords sociaux qui déterminent les salaires et qui fixent en particulier des salaires minima légaux dont l'évolution dépend de mécanismes qui sont négociés entre les syndicats et les organisations patronales, souvent sous l'égide de l'État.

Dans les pays pauvres, l'histoire a produit des systèmes très différents : le salaire minimum, s'il existe, est nettement inférieur à ce qui serait nécessaire à une vie décente - ce que certains ont défini comme le salaire vital¹³ - et dans beaucoup de pays, ce salaire minimum n'est pas respecté, tout comme ne le sont pas les normes sociales développées au niveau international dans le cadre du BIT alors qu'officiellement la plupart des États y adhèrent. Dans ces pays, les syndicats ne sont souvent qu'à peine tolérés quand ils existent, et si jamais des gouvernements veulent adopter des politiques économiques et sociales plus favorables aux travailleurs, l'expérience montre qu'ils se font souvent renverser, parfois à l'instigation de puissances politiques ou économiques étrangères [lire]. On comprend, de ce fait, le rôle crucial que joue l'inégalité des salaires dans l'ordre économique international dans lequel nous vivons.

Le bas niveau des salaires résulte également de ce que la libéralisation du commerce et de l'investissement au niveau international a jeté deux milliards supplémentaires de personnes sur le « marché du travail », les mettant en compétition les uns avec les autres. Pour ces personnes, un emploi formel, même mal rémunéré, est presque un luxe face à la précarité auquel ils doivent faire face dans le secteur informel. Cette situation s'est traduite par une intense compétition entre pays pauvres pour attirer les investissements étrangers dans l'espoir de créer des emplois. Cette compétition est devenue acharnée, en dépit de l'existence du Groupe des 77 qui avait été créé en 1964 à l'occasion de la Conférence de la CNUCED¹⁴ mais qui très vite s'est avéré incapable de maintenir l'unité entre des pays très disparates aux intérêts parfois contradictoires dont la division est attisée par les forces économiques et politiques qui en tirent avantage¹⁵. Cette compétition entre pays pauvres se traduit par des conditions de travail très dures et de nombreux avantages octroyés par les pays aux investisseurs (infrastructures, exemptions fiscales, liberté de rapatrier les profits, lois sociales minimales, etc.).

¹³ Ethique sur l'étiquette, [Le salaire vital : une nécessité](#), 2014 et Article 23, alinéa 3 de la [Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies](#), 1948.

¹⁴ [CNUCED](#) : Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement.

¹⁵ Pour une présentation sans doute excessivement optimiste du rôle du Groupe des 77, lire [Le groupe des 77 cinquante ans d'existence](#), Chronique ONU, 2014.

Pour en revenir à notre discussion : les bas salaires dans les pays pauvres signifient que quand dans un pays riche - en France par exemple - un consommateur achète, une chemise fabriquée au Bangladesh ou au Cambodge, il obtient un bien pour lequel il ne paye pas un « prix correct »¹⁶ du fait du sous-paiement de la main-d'œuvre qui l'a produit. La différence entre le prix juste et le prix payé effectivement correspond à un transfert du pays pauvre (producteur) vers le pays riche (consommateur). Ce transfert s'opère en vertu du rapport de force sur lequel repose le système économique mondial et qui est imposé à l'aide des frontières internationales mais aussi par des pressions de natures diverses exercées sur les dirigeants des pays pauvres (menaces ou gratifications) et il bénéficie effectivement au consommateur riche¹⁷. Ce phénomène d'une importance extrême dans le domaine de l'habillement et du textile, touche également d'autres secteurs tels que, par exemple, l'automobile, ses constituants et pièces de rechange, les chaussures, les jouets, l'électronique et les articles ménagers.

Récemment, des [économistes](#) ont tenté de réactualiser les estimations de la taille de ce transfert faites au cours des années 1970 et ils sont arrivés au chiffre énorme de 1 460 milliards de dollars par an (soit dix fois l'aide officielle au développement). Selon d'autres économistes encore, ce montant ne serait qu'une sous-estimation de la taille réelle du transfert et qu'il augmente au fur et à mesure que la productivité augmente dans les pays pauvres. C'est certainement là un domaine qui nécessiterait davantage de recherche et de calculs.

Il est intéressant de noter que les théories du sous-développement datant des années 1960 et 1970 ont pu paraître désuètes à beaucoup lors des années 1980 et 1990, période de gloire du néolibéralisme lors de laquelle l'illusion d'un développement mondial régna un temps. Cependant, face à la réalité de la situation actuelle et de ses inégalités exacerbées, la version néolibérale du développement est de plus en plus remise en cause et les théories un temps abandonnées reprennent vigueur.

Régime politique

Une dernière conséquence abordée ici est la nature des régimes politiques en place dans les pays pauvres. Pendant longtemps, les pays pauvres ont été dans leur majorité gouvernés par des régimes non démocratiques, parfois militaires, qui avaient hérité de la nature prédatrice des régimes coloniaux. Depuis deux décennies, beaucoup de ces régimes ont pris une apparence de démocratie sans pour autant changer fondamentalement de nature. Force est de constater que c'est là une forme de démocratie très imparfaite qui a abouti dans certains pays au maintien au pouvoir de potentats pendant des décennies, et à des élections successives marquées par des fraudes massives, des achats de votes, des intimidations et des violences fréquentes. Le résultat en est que le pouvoir reste, sauf rares exceptions, dans la main d'une petite élite nationale

¹⁶ C'est-à-dire un prix reflétant une rémunération de tous les facteurs utilisés pour la produire qui soit à un taux qui serait le même dans le monde entier. Il faut noter ici que selon les calculs de Arghiri Emmanuel, un tel salaire « mondial » s'il devait exister un jour entraînerait une diminution substantielle du revenu des travailleurs des pays riches, ce qui, selon sa conclusion, crée une fracture et un antagonisme entre travailleurs des pays riches et ceux des pays pauvres, une caractéristique de notre système économique mondial (Emmanuel, 1969).

¹⁷ La délocalisation de certaines industries a permis de diminuer le prix d'une grande partie des produits de grande consommation, ce qui explique une portion importante de l'augmentation du pouvoir d'achat des consommateurs dans les pays riches au cours des dernières décennies. [[lire](#)]

qui bénéficie d'avantages plus ou moins directs du maintien un système économique et social aboutissant à la sous-rémunération du travail dans leur pays.

Conclusion

Au début de ce document, nous nous étions demandé pourquoi, après la libéralisation des flux de marchandises, puis celui des capitaux, le flux de main-d'œuvre n'a-t-il pas, lui aussi, été libéralisé ?

La réponse est désormais claire. La raison en est que c'est le cantonnement de la main-d'œuvre derrière des frontières qui permet de sous-payer une énorme masse de travailleurs dans le monde et générer des profits gigantesques, et d'inscrire de façon durable les inégalités mondiales dans l'espace.

Il y a trop d'intérêts divers qui font que les frontières sont solidement installées dans le paysage mondial : les entreprises transnationales veulent préserver jalousement leurs profits, les consommateurs des pays riches veulent garder leur niveau de vie, les élites des pays pauvres veulent continuer de profiter individuellement des miettes du gâteau produites par un système qui est pourtant défavorable à la masse de la population du pays qu'ils dirigent.

On peut s'inquiéter avec le FMI - non sans une certaine ironie - de cette situation qui, si elle se maintient, produira toujours plus d'inégalités grâce à ce que J. Hickel appelle la [machine à inégalités](#), des inégalités dont le niveau croîtra encore et qui ne pourront qu'être une source potentielle de conflits. Qu'advient-il le jour où le rapport de force économique basculera des pays occidentaux vers la Chine ? L'Europe peut-elle continuer de rêver, comme elle le faisait à [La Valette en 2014](#), et se voir en citadelle privilégiée imprenable ? Le mur suffira-t-il pour empêcher l'afflux de réfugiés aux États-Unis ? Plus important encore, peut-on imaginer un monde où règnent les inégalités capable de se mobiliser dans l'unité pour lutter contre le dérèglement climatique ? Il suffit d'écouter ce qui se dit dans les différentes Conférences des parties sur le climat ou ce que disent les personnes qui sont en train de manifester dans les rues françaises au moment où ce texte est rédigé, pour comprendre qu'il ne sera pas possible de lutter unis pour l'environnement ou combattre ensemble le dérèglement climatique sans s'attaquer *simultanément* à la question des inégalités.

On a déjà vu que la suppression des frontières ne réglerait probablement pas le problème, si on se fie à l'expérience de l'Union européenne. En outre, ce n'est pas une solution politiquement faisable, étant donnée la progression des nationalismes et de la xénophobie dans les pays riches.

La lutte contre les inégalités et pour la justice économique et sociale n'est pas qu'un slogan que l'on clame pour se donner bonne conscience à la tribune de réunions, conférences et sommets internationaux. C'est une nécessité absolue si nous ne voulons pas que notre monde deviennent semblable au futur que nous dépeignent les plus noires fictions littéraires et cinématographiques. Pour cela il faudra changer profondément un système économique qui oppose les travailleurs entre eux - travailleurs des pays riches contre ceux des pays pauvres et émergents, travailleurs de ces pays entre eux - en s'appuyant sur des mythes et des idéologies nauséabondes.

D'autres solutions existent, mais, comme l'avait déjà écrit A. Emmanuel, les ressources ne suffiront pas pour que tous puissent vivre comme les riches d'aujourd'hui. Des

mécanismes devront être mis en œuvre qui relèveront le niveau de vie des plus pauvres, que ce soit dans les pays pauvres, les pays émergents ou les pays riches. Le revers de la médaille est qu'il faudra que les classes privilégiées et moyennes des pays riches, et les riches des pays pauvres et émergents vivent avec moins qu'aujourd'hui et qu'ils changent leur style de vie. Le risque devient alors politique : si les changements nécessaires ne sont pas bien gérés, ils risqueront d'alimenter les mouvements nationalistes et xénophobes qui progressent presque partout dans les pays riches, portés par la crainte des classes moyennes et pauvres et leur désir de se barricader contre le reste du monde et de se réfugier dans une identité vue comme immuable - alors qu'elle n'a fait que changer au cours de l'Histoire - tout en espérant être en mesure de continuer de bénéficier du système économique mondial actuel.

Des solutions existent : un revenu minimal mondial correspondant à une rémunération en relation avec la productivité effective du travail et permettant une vie décente, l'accès pour tous à une protection sociale¹⁸, à une éducation, à une santé et à une alimentation de qualité, et un système fiscal progressif et équitable capable de mobiliser des ressources suffisantes. Tout cela est connu et rappelle certains [Objectifs de développement durable](#). Mais point ne suffit, une fois de plus, de se gargariser de mots. Il faut les prendre au sérieux, au pied de la lettre et mobiliser les ressources nécessaires, faire les sacrifices indispensables qui font mal aujourd'hui, pour éviter des désastres bien plus douloureux demain.

Ces sacrifices, pour être justes, devront être faits d'abord par ceux qui sont aujourd'hui les plus privilégiés. Si demain, les actionnaires des GAFAs, au lieu de se partager des dizaines de milliards vivaient avec quelque milliers - allez ! quelque dizaines de milliers - de dollars, ils pourraient continuer de vivre tout aussi heureux qu'aujourd'hui - peut-être davantage - et leur empreinte écologique et climatique serait bien moindre que ce qu'elle est maintenant. Ou choisiraient-ils de vivre avec leurs enfants dans des bunkers de haute sécurité, assis sur des monceaux de billets, mais sans eau, sans électricité et sans nourriture ? Pourtant c'est là un scénario possible, car nos énormes métropoles sont d'une fragilité telle que ceux qui y vivent sont à la merci du moindre dérèglement social, politique, économique ou climatique. Et alors, il sera trop tard pour tenter de revenir en arrière.

Il est vrai que l'on voit mal, aujourd'hui, quelle coalition pourrait donner son soutien politique à une telle refonte de notre système économique international, ni d'ailleurs quel pourrait être son mode opératoire pour emporter l'adhésion d'une majorité et permettre l'expression des besoins de tous. Politologues, au travail ! Faisons preuve d'imagination !

Nous voilà bien loin de la question des frontières, mais si près des enjeux vitaux auxquels nous devons faire face et qui sont tels qu'ils peuvent parfois emballer notre discours, au risque d'être accusé de jouer les Cassandre. Peu importe, pourvu que cela nous persuade d'agir avant qu'il ne soit trop tard.

[Materne Maetz](#)
(décembre 2018)

¹⁸ On estime que moins de 25% de la population mondiale bénéficie d'une forme quelconque de protection sociale.

Pour en savoir davantage :

- Alvarado, F. et al., [Rapport sur les inégalités mondiales 2018 - Synthèse](#), World Inequality Lab, 2017.
- Hickel. J., [Basic income isn't just a nice idea. It's a birthright](#), [Global development professionals network](#), The Guardian, 2017 (en anglais).
- Kerswell, T. J., [The Global Division of Labour and the Division in Global Labour](#), PhD Thesis, Queensland University of Technology: School of Humanities and Human Services, 2011 (en anglais).
- Goldberg, P. K. et N. Pavcnik, [Distributional Effects of Globalization in Developing Countries](#), Journal of Economic Literature Vol. XLV (March 2007), pp. 39–82 (en anglais).
- Caballero, J-M, M-G Queti et M. Maetz, [Le commerce international: Quelques théories et concepts de base](#), Les Négociations Commerciales Multilatérales sur l'Agriculture - Manuel de Référence - I - Introduction et Sujets Généraux, FAO, 2001.
- Brezis, E.S., [Foreign capital flows in the century of Britain's industrial revolution: new estimates, controlled conjectures](#), Economic History Review, I(1995), pp.46-67,1995 (en anglais).
- Amin, S., Le développement inégal : Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique, Éditions de minuit, 1973.
- Emmanuel, A., L'Échange inégal, 1969 (publié chez Maspéro en 2017).
- Ricardo, D., [Principes de l'économie politique et de l'impôt](#), 1817.
- Smith. A. [Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations](#), 1776.

Sélection d'articles déjà parus sur lafaimexpliquee.org et liés au sujet :

- [Ce qu'il faut savoir \(au minimum\) sur les migrations...](#), 2018
- Hickel. J., [Comment arrêter la machine mondiale à fabriquer des inégalités ?](#) 2017.
- [Le creusement des inégalités dans le monde constitue une menace pour la stabilité sociale et politique](#), 2017.
- [Afrique pillée \(Saison 2\)](#), 2017.
- Sundaram, J.K. et A. Chowdhury, [Capitalisme mondialisé et inégalités croissantes](#), 2017.
- Sundaram, J.K. et A. Chowdhury, [Les accords de libre-échange font la promotion des intérêts des grandes entreprises](#), 2017.
- [Le libre-échange à l'agonie ? Pourquoi est-il de plus en plus difficile de conclure des accords de libre-échange?](#) 2016.
- [Équité intergénérationnelle : le modèle social européen - Histoire d'une faute politique](#), 2015
- [L'équité intergénérationnelle est possible : à condition de changer profondément les principes qui gouvernent le monde](#), 2012.